

ENTRETIEN

Le monde pourrait être entré dans une période de plus grande stabilité des prix du pétrole,

déclare au **PGA** Jean-Louis Schilansky,
président de l'**UFIP**

- ▶ Les **marchés pétroliers** ont traversé les crises politiques de 2013 sans trop de difficultés
- ▶ La **transition énergétique** demeure nécessaire du fait du danger du changement climatique.
- ▶ La recherche d'une plus grande **efficacité énergétique** doit rester un axe stratégique essentiel.
- ▶ Le point d'équilibre pour l'**industrie européenne du raffinage** pourrait être nettement plus bas que ses capacités de production actuelles.
- ▶ Nous pensons qu'il existe un potentiel significatif d'**hydrocarbures de schiste en France**.

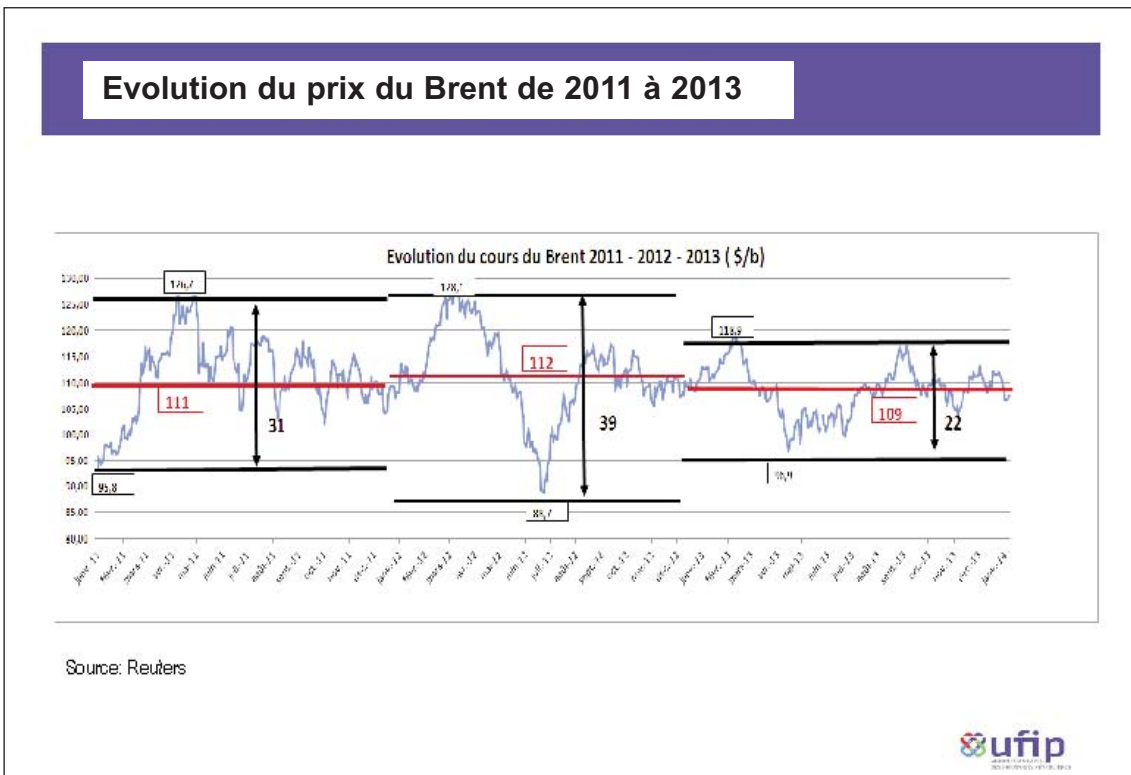
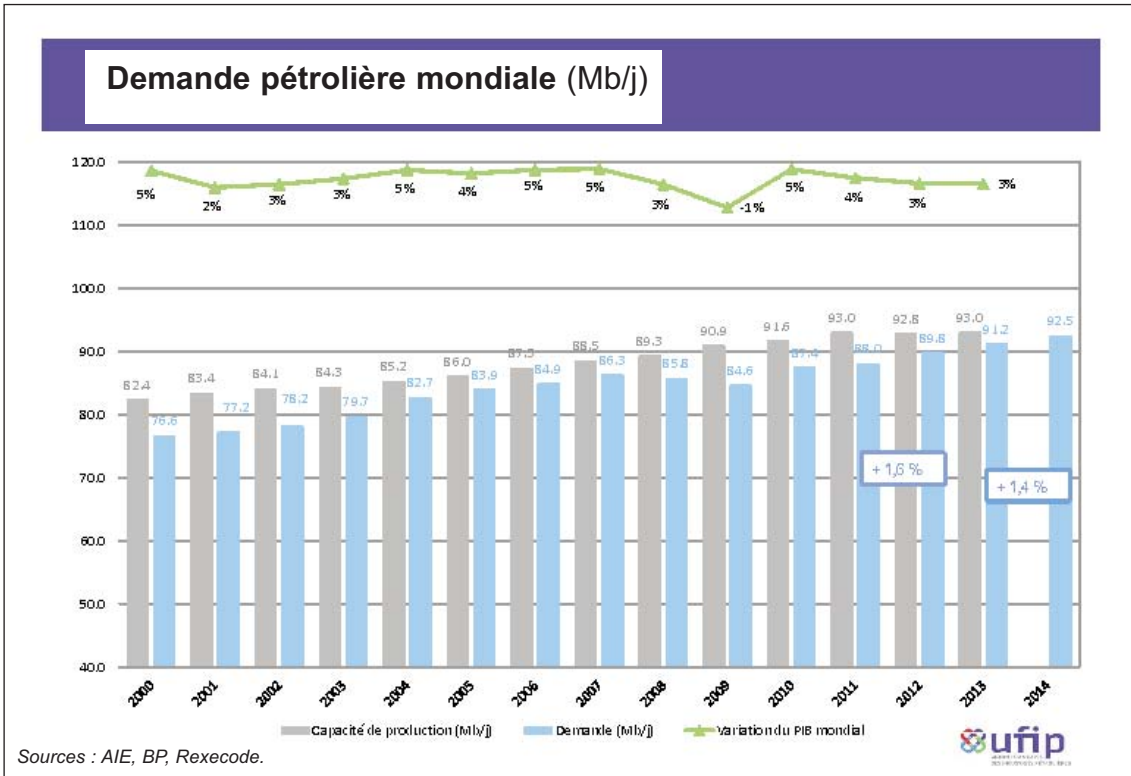
[Ci-dessous le texte d'un entretien avec M. Jean-Louis Schilansky, le président de l'**Union Française des Industries Pétrolières** (UFIP - voir son CV page 10). L'interview a eu lieu le 5 février au siège de l'UFIP à Paris. Le **PGA** avait précédemment publié un entretien avec M. Schilansky dans son édition du 16 avril 2013].

Pétrole et Gaz Arabes : *Les prix du pétrole brut, en particulier celui du Brent de la mer du Nord, se sont établis dans une fourchette entre \$100 et \$110 par baril au cours des trois dernières années (2011-2013) et vous avez souligné que ces cours ainsi que ceux des produits raffinés avaient été moins volatiles en 2013 que par le passé. Comment peut-on expliquer ce phénomène ? Est-on entré dans une période de plus grande stabilité après les années folles de la deuxième moitié de la décennie 2000 ?*



Copyright : O. Thuillier, AgriAgency.

■ **Jean-Louis Schilansky :** Cette moindre volatilité intervient alors que l'écart entre la capacité de production pétrolière mondiale et la demande s'est réduit de façon importante dans les dernières années. Il était estimé à 1,8 million de barils par jour en 2013, contre 3 Mb/j en 2012 et 5 Mb/j en 2011. Or, dans le passé, plus ce coussin de sécurité était faible, plus la volatilité des prix était élevée, ce qui se comprend aisément. En 2013, il semble qu'il y ait eu un retournement de situation malgré la chute de la production de brut de la **Libye** et de la **Syrie**. Les marchés pétroliers ont traversé ces tempêtes politiques sans trop de difficultés. Ils voient donc des raisons d'apaisement et celles-ci sont pour l'essentiel au nombre de trois : la perspective du retour de l'**Iran** sur le marché pétrolier si un accord est conclu sur le programme nucléaire de ce pays ; le maintien par l'**OPEP** d'un niveau de production adapté aux conditions du marché ; et la croissance de la production pétrolière des **Etats-Unis**.



Avec une certaine prudence, on peut penser que, si ces trois facteurs devaient perdurer, le monde pourrait être entré dans une période de plus grande stabilité des prix du pétrole. Certains évoquent une possible chute brutale des cours dès 2014 mais ce scénario paraît peu probable dans la durée car les coûts de production du brut sont de plus en plus élevés et l'OPEP, notamment l'**Arabie Saoudite**, ne resterait sans doute pas l'arme au pied dans une telle hypothèse. Pour les mêmes raisons, une forte hausse des prix semble peu probable également sauf événements politiques majeurs. La plus grande stabilité des prix que nous constatons pourrait donc se révéler structurelle. La montée en puissance des productions dans les zones non-OPEP et hors Moyen-Orient – Etats-Unis, Canada, Brésil, Kazakhstan – participe à cette stabilité.

PGA : Pour la première fois depuis de nombreuses années, il existe une probabilité significative de levée des sanctions économiques contre l'Iran, qui est une puissance pétrolière et gazière majeure en termes de réserves prouvées. C'est une donnée nouvelle dont l'importance potentielle est considérable.

■ **J.-L. S.** : Cette perspective et son éventuelle concrétisation constituent d'abord un facteur de stabilisation pour le marché pétrolier international. C'est sans doute un facteur baissier mais il faut garder à l'esprit que le retour effectif de l'Iran sur les marchés demandera beaucoup de temps. Cela dit, on ne va pas vers une insuffisance de l'offre pétrolière mondiale, bien au contraire. La page du pétrole est vraiment loin d'être tournée surtout à un moment où la **Chine**, deuxième consommateur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis, semble peu à peu réussir à découpler croissance économique et croissance de sa demande pétrolière.

**La page du
pétrole est
vraiment loin
d'être tournée**

Pour le gaz naturel, les pressions baissières pourraient être plus fortes que pour le pétrole

> Jean-Louis Schilansky

Président de l'Union Française des Industries Pétrolières depuis juin 2008

L'**Union Française des Industries Pétrolières** (UFIP) est un syndicat professionnel qui rassemble les entreprises exerçant en France une activité dans l'un des trois grands secteurs de l'industrie pétrolière : exploration et production de pétrole et de gaz naturel, raffinage et distribution.

Délégué général de l'UFIP entre 2001 et juin 2008, Jean-Louis Schilansky a été nommé président de ce syndicat le 18 juin 2008. Il est le porte-parole de cette organisation qui réunit près de 30 entreprises adhérentes.

Jean-Louis Schilansky a débuté sa carrière chez **Mobil**. Il a été responsable des activités de diversification, puis directeur régional du réseau de **Mobil France**, directeur général de **Mobil Chypre**, analyste planning à New York, directeur plan et approvisionnements à Londres, directeur du raffinage et du marketing France et vice-président de **Mobil Europe** à Londres. En 1998, il est nommé président de Mobil Europe à Londres puis, en 2000, directeur pour l'Europe d'**ExxonMobil**, basé à Bruxelles.

Diplômé de l'**Ecole nationale supérieure des Mines**, Jean-Louis Schilansky est, depuis 2004, membre du **Conseil Economique, Social et Environnemental** où il préside, depuis 2010, la **section des activités économiques**. Il est président du Comité Energie du **Medef** - qui se présente comme le plus grand groupement d'entreprises de France - et il est également président du **Medef Paris**.

Source : UFIP.

car le monde se dirige vers une abondance de cette source d'énergie. Il existe notamment un plus grand potentiel au niveau mondial pour le gaz de schiste que pour le pétrole de schiste, qui suppose des conditions géologiques très particulières. Les Etats-Unis seront un exportateur net de gaz dans les prochaines années. Et, pour le gaz conventionnel, de nouveaux producteurs vont émerger en Afrique subsaharienne et au Proche-Orient. Pour l'Iran, le potentiel gazier est considérable mais il faudra beaucoup d'investissements et la mise en place de lourdes et coûteuses infrastructures.

PGA : *Lors de la conférence de presse annuelle de l'UFIP ce matin, en évoquant la **transition énergétique** en France, vous avez semblé indiquer qu'elle ne serait plus vraiment nécessaire du fait de l'abondance des ressources de combustibles fossiles. Pouvez-vous préciser votre opinion sur ce sujet ?*

J.-L. S. Cette relative abondance rend certainement plus difficilement compréhensible par le grand public la nécessité de la transition énergétique. Celle-ci demeure du fait de la menace que le changement climatique représente pour le monde. A cet égard, la recherche d'une plus grande efficacité énergétique doit rester un axe stratégique essentiel. Pour les énergies renouvelables, la situation est plus complexe car on doit tenir compte de la hausse des coûts de l'énergie que leur développement génère, du poids des subventions et de la question du stockage de l'électricité. L'intermittence des énergies éolienne et solaire pose des problèmes techniques et économiques que l'on ne peut pas passer sous silence et constitue un facteur qui limite le potentiel de développement de ces sources renouvelables. Quant à la biomasse, il faut s'orienter vers des biocarburants de deuxième génération qui n'entrent pas en concurrence avec les besoins alimentaires de la planète.

La transition énergétique est indispensable et, ce, dans tous les pays et pas seulement en France. Il faut avancer sur cette voie mais le faire de façon raisonnée et non idéologique, avec le bon timing et en tenant compte des coûts associés.

**Oui à la transition
énergétique mais
de façon raisonnée**

PGA : *A propos du **raffinage européen**, vous avez souligné que les marges sont faibles, que cette industrie est prise dans une "tenaille de compétitivité" entre les nouvelles raffineries en Asie et au Moyen-Orient et les raffineries des Etats-Unis et que les conditions d'exploitation sont fort difficiles. Vous avez ajouté que la restructuration du raffinage européen n'était pas achevée et que d'autres fermetures de raffineries interviendraient à l'avenir. En bref, nous ne sommes pas sortis du tunnel mais voyons-nous le bout de celui-ci ?*

J.-L. S. : Je crains que nous ne soyons pas encore dans cette situation. Les conditions économiques d'exploitation restent très défavorables par rapport à nos principaux concurrents et il se peut que le point d'équilibre pour cette industrie soit nettement plus bas que ses capacités de production actuelles.

PGA : *Nettement plus bas ?*

J.-L. S. : On ne peut pas l'exclure. Les considérations de sécurité des approvisionnements peuvent cependant contribuer à arrêter ou ralentir le processus de restructuration à un certain moment et à un certain niveau.

PGA : *La **marge brute de raffinage en Europe** était de 18 euros par tonne en moyenne en 2013, soit la moitié de son niveau de 2012 (36 euros par tonne). On a retrouvé la moyenne des années 2009 à 2011 (15, 21 et 14 euros/tonne) mais cette marge est nettement inférieure à la moyenne 1997-2012 qui*



Copyright : O. Thuillier, AgrifAgency.

était de 23 euros par tonne. Selon l'**UFIP**, l'industrie française du raffinage aurait perdu 700 millions d'euros l'an dernier. Quel est le niveau de marge qui permettrait à cette industrie de ne plus perdre d'argent ?

J.-L. S. : Pour équilibrer ses comptes, notre industrie a besoin d'une marge de 32 euros par tonne environ. Un tel niveau lui permettrait de couvrir ses coûts d'exploitation, non compris les amortissements.

PGA : La baisse de la demande pétrolière française s'est poursuivie en 2013. Elle était de 75 millions de tonnes l'an dernier, contre 76 Mt en 2012 et 89 Mt en 2001. A-t-on atteint le plancher ?

J.-L. S. : Non, je ne le crois pas. La lente érosion de la consommation française devrait se poursuivre sous l'effet d'une plus grande efficacité énergétique dans tous les secteurs, ce qui est d'ailleurs une évolution bénéfique pour l'économie française dans son ensemble.

PGA : Face à cette demande de 75 Mt en 2013, la **capacité disponible de raffinage en France** ne dépasse pas 69 Mt avec huit raffineries en activité sur notre territoire. Nous sommes donc en sous-capacité globale. Théoriquement, on ne devrait donc plus avoir à fermer de raffineries en France.

J.-L. S. : Effectivement, il n'y a plus de surcapacités de raffinage en France. Mais notre industrie reste vulnérable car sa compétitivité est globalement moindre que celle de nos concurrents non européens. Clairement, le niveau de pertes enregistré en 2013 n'est pas supportable pour cette industrie..

**Le niveau de pertes
enregistré par les raffineurs
français en 2013 n'est
pas supportable**

PGA : Vous avez relevé une légère diminution de la **part du gazole** à 70% dans les nouvelles immatriculations en France en janvier 2014. Vous avez cependant paru minimiser l'impact positif pour le raffinage français de cette tendance dans l'hypothèse où elle se confirmerait dans la durée. Dans la mesure où la France importe 56% du gazole dont elle a besoin et où elle exporte 40% de l'essence qu'elle produit, un éventuel rééquilibrage à terme serait fort important.

J.-L. S. : Ce serait une bouffée d'oxygène pour le raffinage français et cela pourrait conforter quelques raffineries dans notre pays. Mais une telle évolution n'améliorerait pas significativement les marges de raffinage.

PGA : Où en est-on pour l'exploration en mer profonde au large de la **Guyane française** ?

J.-L. S. : Après un premier forage positif en 2011 sur le permis de **Guyane Maritime**, opéré par **Shell**, le consortium détenant ce bloc a foré quatre puits d'appréciation qui se sont tous révélés négatifs. Une pause dans les travaux d'exploration a été décidée pour 2014.

L'ensemble des données disponibles fera l'objet d'études approfondies avant une possible relance des travaux d'exploration à partir de 2015.

PGA : *La France est considérée comme un pays ayant un certain potentiel en matière d'hydrocarbures de schiste. Il faudrait bien sûr des activités d'exploration pour le confirmer ou l'infirmier mais partagez-vous cette opinion dans l'état actuel de nos connaissances ?*

J.-L. S. : Nous pensons qu'il existe un potentiel significatif de gaz de schiste dans le sud-est de la France et d'huile de schiste dans le bassin parisien.

PGA : *Vous avez vigoureusement défendu le recours à la **fracturation hydraulique**, qui est aujourd'hui la seule méthode utilisée à une échelle industrielle pour l'exploitation des hydrocarbures de schiste. L'UFIP semble sur ce terrain beaucoup plus ferme que dans un passé récent.*

J.-L. S. : Les choses ont beaucoup évolué dans ce domaine et plusieurs visites aux Etats-Unis m'ont permis de le vérifier sur le terrain. Les opérateurs qui utilisent la fracturation hydraulique dans ce pays, et qui sont de plus en plus de grandes compagnies pétrolières, ont fait beaucoup de progrès sur le plan de la protection de l'environnement et sa prise en compte. Il n'y a pas eu de cas avéré de pollution des nappes phréatiques ; on sait récupérer la quasi-totalité de l'eau utilisée lors de la fracturation hydraulique et les additifs sont de plus en plus issus de l'industrie agro-alimentaire. Les risques environnementaux de cette technique sont aujourd'hui bien maîtrisés et, sur ce sujet, il est important d'apporter des faits à l'opinion publique française et aux décideurs politiques.

Les risques environnementaux de la fracturation hydraulique sont bien maîtrisés

PGA : *D'après des informations publiées par l'hebdomadaire Le Canard enchaîné, le ministre français du Redressement productif, M. Arnaud Montebourg, tenterait de pousser en avant la **fracturation à l'heptafluoropropane** pour essayer de contourner l'interdiction en France de la fracturation hydraulique. Qu'en pensez-vous ?*

J.-L. S. : Nous saluons l'intérêt du ministre pour les hydrocarbures de schiste et pour ce que leur développement pourrait apporter à l'industrie et à l'économie françaises mais il faut d'abord rappeler qu'il ne faut pas stigmatiser la fracturation hydraulique qui a largement fait ses preuves. Cependant, un effort de recherche sur d'autres fluides possibles est bien sûr nécessaire et il est évident que d'autres techniques apparaîtront.

PGA : *L'une de vos inquiétudes en France porte sur l'attribution de **nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures**. En 2013, deux permis ont été octroyés mais 112 autres demandes restent bloquées et vous avez évoqué ce problème avec les autorités concernées. Le fait qu'un processus de **réforme du code minier** soit en cours pourrait justifier ces retards mais vous ne semblez pas totalement convaincu par cette explication.*

J.-L. S. : On répond effectivement à nos préoccupations par l'argument de la réforme du code minier. Nous pouvons entendre cet argument dans une certaine mesure mais il peut aussi être utilisé comme un prétexte. Il demeure de l'intérêt essentiel de la France d'intensifier l'exploration d'hydrocarbures sur son territoire.